Sarkozy : un actif toxique

samedi 29 novembre 2008, par HUSSON Michel (Date de rédaction antérieure : 27 novembre 2008).

Face à la récession, les réponses du gouvernement sont hallucinantes : travail le dimanche et/ou jusqu'à 70
ans, distribution de stock options aux salariés, etc. Et il y a même eu un imbécile nommé Accoyer pour
proposer l'amnistie aux exilés fiscaux. Comment expliquer alors que le gouvernement ne soit pas pleinement
déconsidéré
 ? Il y a d'abord un effet de sidération devant la crise
 : on est au bord du précipice, on ne
comprend pas bien ce qui nous tombe dessus et tous ces milliards brusquement surgis de nulle part pour
sauver les banques donnent le tournis. Il y a ensuite la tactique de Sarkozy consistant à déplacer son activisme
habituel au niveau européen, voire mondial.

Tout cela n'aura qu'un temps et le nuage de fumée va vite s'estomper. On va s'apercevoir que les grands
discours sur la régulation, la transparence, la coopération - ou la lutte contre les paradis fiscaux - ne sont que
des postures permettant de se dispenser de mesures concrètes à l'encontre des financiers. Chaque Etat, y
compris au sein de l'Union européenne, est en train de faire sienne la forte devise d'Angela Merkel : *« à*
chacun sa merde ». Certes, l'ampleur de la crise les a contraint à un minimum de concertation, mais le refus
farouche de tout plan de relance concertée montre que chacun réfléchit à sa propre voie de sortie, le cas
échéant sur le dos des « partenaires ». La seule chose que l'Europe néolibérale est conçue pour coordonner,
c'est l'offensive contre les acquis sociaux.

Quand on aura compris que Sarkozy n'est pas le sauveur de la planète et du « bon » capitalisme, tout le
monde va redescendre sur terre et faire deux ou trois constats. Le premier, ravageur, est dans toutes les têtes :
de l'argent, il y en a pour les banquiers, mais pas pour les salaires, les retraites, les hôpitaux, etc. On va voir
ensuite émerger une légère contradiction entre les rodomontades sur la relance européenne, et la rigueur
surréaliste du projet de budget français. On n'y trouve aucune des mesures qui permettraient d'amortir la
crise, par exemple la revalorisation des minima sociaux, une véritable sécurité sociale professionnelle, un
programme d'investissements publics, la taxation des revenus financiers, etc. Rien de tout cela mais

une
baisse de la taxe professionnelle, des aides aux PME, et un appel assez pathétique aux préfets pour qu'ils
veillent à la bonne distribution des crédits. Seuls les contrats aidés réduiront un peu la casse, mais ils sont
surtout un aveu d'impuissance ou plutôt de refus de prendre des mesures plus consistantes.

Constat suivant : toutes les mesures prises depuis l'élection de Sarkozy vont accentuer les effets de la crise.
Stefano Scarpetta, spécialiste en flexibilité à l'OCDE, fait ce pronostic : *« Les pressions seront très fortes sur
les plus de 55 ans pour qu'ils acceptent de partir en retraite anticipée. Quant aux moins de 25 ans, pas ou peu
diplômés, les portes des entreprises leur resteront fermées »* (*). Seulement voilà : en France, on va supprimer
les dispenses de recherche d'emploi pour les salariés âgés, et il n'y a pas de minimum social pour les moins de
25 ans.

Autre exemple : les heures supplémentaires. Leur progression provient surtout de la déclaration d'heures déjà
faites. Mais les exonérations vont inciter les entreprises à y recourir plutôt que d'embaucher. C'est déjà ce qui
est en train de se passer, comme semble l'indiquer la chute récente de l'intérim. La nouvelle loi votée cet été
va encore faciliter l'allongement de la durée du travail, y compris pour les cadres au forfait-jours. Et le
gouvernement envisage de faciliter le recours aux CDD dans les PME. Même Pierre Cahuc, fervent partisan
d'un contrat de travail light, trouve que *«
ce n'est pas parce que l'économie est en récession qu'il faut
bouleverser le code du travail »* (*). Et le doute étreint l'expert de l'OCDE cité plus haut : toutes ces réformes
devraient *« permettre un meilleur fonctionnement des marchés du travail »* mais *« qu'est-ce que cela va
donner en période de récession ? Les demandeurs d'emploi auront beau être motivés, si les offres se tarissent,
que se passera-t-il ? »*. Bonne question.

Bref, au moment où le chômage repart à la hausse, toutes les « réformes » vont fonctionner comme des
amplificateurs de crise et aggraver la situation de l'emploi. Cette conjoncture est finalement inédite : un
désastre social s'annonce mais le pouvoir s'obstine à mener une politique qui va en redoubler les effets. La
majorité de la population est aujourd'hui littéralement encerclée par les offensives gouvernementales :
emploi, pouvoir d'achat, sécu, services publics, retraites, tout, absolument tout y passe. Toutes les conditions
d'une explosion sociale sont ainsi réunies, et il n'est pas sûr que la pétrification du PS suffira à la désamorcer.

(*) *Le Monde* du 4 novembre.

P.-S.

* Paru dans Politis n°1028, 27 novembre 2008. Mis en ligne sur le site de Michel Husson.